

La FSU : un syndicalisme de proximité et des élu·es engagé·es au quotidien

Fortement implantée dans la Fonction Publique d'État, la FSU porte, avec ses syndicats nationaux, des propositions concrètes d'améliorations statutaires, salariales, des conditions de travail et mène des batailles plus larges pour la défense des services publics, sur les questions de l'éducation, des retraites, de la protection sociale, etc.

Pour la FSU, de nouveaux droits sont à conquérir pour toutes et tous, au quotidien, dans l'unité d'action.

À Jeunesse et Sports, la FSU est principalement représentée par deux syndicats :

- **SNEP-FSU**, syndicat interministériel qui représente les professeurs de sport et CTPS sport (titulaires et contractuels)
- **EPA-FSU**, syndicat intercatégoriel qui syndique tous les personnels (Professeurs de sport, CTPS, CEPJ, ITRF, filières administratives Santé et MEN, non titulaires, inspection...)

Le SNEP et EPA sont présents au comité technique et CHSCT ministériels, dans les commissions administratives paritaires des personnels techniques et pédagogiques sport et jeunesse, et dans beaucoup de CT locaux (DR, DD, CREPS, ...)

Des engagements tenus

Au cours de la dernière mandature (2014-2018) les représentant.es des syndicats de la FSU ont activement œuvré pour la mise en place du dispositif « PPCR », en faveur de tous les personnels.

Ils ont discuté pied à pied la refonte des statuts PS/CTPS/CEPJ pour obtenir des garanties sur les missions.

C'est la FSU qui est à l'origine du chantier sur le métier de CEPJ avec le Conservatoire National des Arts et Métiers, qui par effet induit concernera tous les PTP.

La FSU s'est positionnée sans ambiguïté contre l'instruction dégradant le temps de travail (RIL des DR) imposée par le ministre Kanner et validée par sa succession ministérielle actuelle sous l'égide des ministères dits sociaux.

Votez FSU pour des élu·es engagé·es au quotidien qui donnent du sens collectif à vos revendications

Des combats à poursuivre dans le contexte AP 2022

La FSU, à Jeunesse et Sports, n'est pas un bureau de permanents syndicaux. Elle est composée de collègues de terrain qui luttent au quotidien dans les services et établissements pour l'**unité d'un département ministériel « Jeunesse et Sports »** et sa **dimension éducative globale**. La création d'un **pôle éducatif interministériel** est de nature à éviter notre disparition en Préfecture pour partie, un transfert à la Territoriale d'autre part, et la privatisation en agence pour les CTS.

La FSU, au plan fédéral comme à « Jeunesse et Sports », entend **défendre les droits des fonctionnaires et des retraités** menacés par un projet gouvernemental qui les prend comme cibles, après les dégradations déjà opérées de leurs conditions de travail, leurs revenus et leur pensions. Ce projet vise aussi à limiter les compétences des instances de dialogue social.

La gouvernance du sport est une machine à démanteler le « statut des CTS » et à travers eux le ministère. La FSU dit clairement non à la privatisation des CTS, à la disparition des CAS, CEPJ, CTPS et des inspecteurs. Sauver le champ ministériel « Jeunesse et Sports » passe d'abord par le départ de la cohésion sociale, le rattachement de tous les personnels JS au niveau régional sans mobilité géographique et la création d'unités territoriales de proximité. **Certes le statu quo n'est pas possible, mais le projet gouvernemental est mortifère.**

Pour le scrutin du **6 décembre 2018**, en votant **FSU**, vous donnerez audience à un syndicalisme qui a l'unité d'action chevillée en principe.